

ALGÉRIE

L'abandon sans la défaite (1958-1962)

© L'Harmattan, 2009
5-7, rue de l'Ecole polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-07960-1
EAN : 9782296079601

Jacques SIMON

ALGÉRIE

L'abandon sans la défaite (1958-1962)

Publié avec le concours de l'Acsé

L'Harmattan

Centre de Recherches et d'Études sur l'Algérie Contemporaine

Le CREAC entend:

- Promouvoir la publication d'ouvrages anciens, tombés dans le domaine public dont la richesse historique semble utile pour l'écriture de l'histoire.
- Présenter et éditer des textes et documents produits par des chercheurs, universitaires et syndicalistes français et maghrébins.

Dejà parus:

La Fédération de France de l'USTA (Union Syndicale des Travailleurs Algériens. Regroupés en 4 volumes par Jacques SIMON, en 2002).

- *Le premier Congrès juin 1957.- Le deuxième Congrès (novembre 1959).- FLN contre USTA.Son journal : La voix du Travailleur Algérien.*
- *Messali Hadj (1898-1974), Chronologie commentée.*

Avec le concours du Fasild-Accé

- *L'immigration algérienne en France de 1962 à nos jours (œuvre collective sous la direction de Jacques Simon)*
- *Les couples mixtes chez les enfants de l'immigration algérienne. Bruno Laffort.*
- *La Gauche en France et la colonisation de la Tunisie. (1881-1914). Mahmoud Faroua,*
- *L'Étoile Nord-Africaine (1926-1937), Jacques Simon.*
- *Le MTLD /Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1947-1954) (Algérie. Jacques Simon*
- *La réglementation de l'immigration algérienne en France. Sylvestre Tchibindat.*
- *Un Combat laïque en milieu colonial. Discours et œuvre de la fédération de Tunisie de la ligue française de l'enseignement (1891-1955). Chokri Ben Fradj*
- *Novembre 1954, la révolution commence en Algérie. J Simon*
- *Les socialistes français et la question marocaine (1903-1912) Abdelkrim Mejri*
- *Les Algériens dans le Nord pendant la guerre d'indépendance. Jean René-Genty.*
- *Le logement des Algériens en France. Sylvestre Tchibindat.*
- *Les communautés juives de l'Est algérien de 1865 à 1906. Robert Attal.*
- *Le PPA (Le Parti du Peuple Algérien) J. Simon*
- *Crédit et discrédit de la banque d Algérie (seconde moitié du XIX^e siècle) M. L. Gharbi*
- *Militant à 15 ans au Parti du peuple algérien. H. Baghriche*
- *Le massacre de Melouza. Algérie juin 1957. Jacques Simon*
- *Constantine. Le cœur suspendu. Robert Attal*
- *Paroles d'immigrants : Les Maghrébins au Québec. Dounia Benchaâtal*
- *« Libre Algérie ». Textes choisis et présentés par Jacques Simon.*
- *Algérie. Le passé, l'Algérie française, la révolution (1954-1958). Jacques Simon.*
- *Messali avant Messali, Jacques Simon.*
- *Comité de liaison des Trotskyistes algériens. Jacques Simon.*
- *Le MNA. Mouvement national algérien. (1954-1956). Nedjib Sidi Moussa - Jacques Simon*

INTRODUCTION

La guerre d'Algérie s'est déroulée pendant sept ans et demi et dans le cadre de deux Républiques.

Pendant la seconde guerre mondiale, l'empire a joué un rôle considérable pour effacer la défaite de 1940 et replacer la France dans le camp des vainqueurs. Dans ce contexte, la création par le général de Gaulle de l'Union française, avec l'Algérie comme clé de voûte de l'ensemble, a donné l'illusion que cette construction serait solide et durable. Pourtant, dès 1944, les mouvements nationalistes furent durement réprimés au Maroc, en Algérie (Sétif, Guelma), en Tunisie, à Madagascar, au Cameroun puis en Indochine.

Après le départ du Général, tous les gouvernements de la IV^e République ont défendu bec et ongles l'Union française, indispensable pensait-on, à la reconstruction du pays et à la grandeur de la France. Cette « rigidité » a empêché de comprendre l'aspiration profonde des peuples colonisés à leur émancipation, alors que les Pays-Bas se dégageaient de l'Indonésie et que la Grande-Bretagne intégrait, de façon concertée, les peuples de son empire dans un Commonwealth.

Avec la défaite de Diên Biên Phu, le détricotage de l'Union française commence. Paris devait lâcher ce qu'il ne pouvait plus garder. Cette tâche incombera au premier ministre radical Pierre Mendès France, qui pourtant avait soutenu au sein du GPRF, comme le PCF et la SFIO, la politique néocoloniale du général de Gaulle. En 1954, pendant la Conférence de Genève sur l'Indochine, PMF reçut le soutien de Pékin et de Moscou. Il évita ainsi une défaite totale de l'armée française et le Viet Minh dut accepter la partition de l'Indochine qu'il était en voie de libérer.

PMF accordera ensuite l'autonomie interne à la Tunisie. Le problème algérien était certes différent, mais PMF entendait le régler en associant les élites bourgeoises algériennes à la gestion du pays, à l'exemple de la cogestion d'Alger par le maire libéral Jacques Chevallier et les Centralistes du MTLD.

Le 2 novembre 1954, l'entrée du MTLD – refondu au Congrès d'Hornu en juillet 1954 puis devenu, après son interdiction, le MNA – dans la lutte armée est un fait majeur ; la « Toussaint rouge » devient maintenant l'acte premier de l'entrée des masses algériennes dans le champ de l'histoire, c'est-à-dire une révolution sociale.

Après l'insurrection du 20 août 1955 dans toute l'Afrique du Nord, le premier ministre radical Edgar Faure réunit les représentants de toutes les forces politiques marocaines à la Conférence d'Aix-les-Bains (août 1955).

Le Sultan est rétabli sur son trône et le Maroc devient indépendant. Cet exemple aurait pu être suivi en Algérie, comme le demandait le MNA – la principale force politique algérienne à l'époque – avec la Table ronde, version algérienne de l'« Aix-les-Bains » marocain. Mais le gouvernement socialiste de Guy Mollet, élu en janvier 1956 pour faire la paix, en décida autrement. Le 12 mars 1956, le Parlement votait les pouvoirs spéciaux qui allaient engager, avec l'envoi du contingent, la France dans une guerre coloniale.

Dans ce contexte, Abane Ramdane qui avait regroupé dans le FLN un ensemble de forces disparates, engage la guerre contre le MNA, structure au congrès de la Soummam le FLN comme un parti unique totalitaire qui se proclame seul interlocuteur de la France. Pour s'imposer, il lance la bataille d'Alger qu'il perd et le terrorisme en Algérie et en France. Après le massacre de Melouza et celui de la direction du syndicat USTA, la révolution algérienne est morte et l'armée qui veut garder l'Algérie française, crée le 13 mai 1958 un Comité de salut public et appelle de Gaulle au pouvoir.

L'objet de ce travail qui fait suite à notre livre : « Algérie : le passé, l'Algérie française, la Révolution, 1954-1958 » est de réfléchir sur les raisons qui ont amené le GPRA au pouvoir et au départ massif des Européens d'Algérie.

Tout d'abord, pourquoi, après la « journée des tomates », les partis socialiste et communiste ont-ils voté au Parlement les pouvoirs spéciaux au lieu d'organiser une grève générale, comme ils le feront pendant la semaine des barricades et le putsch des généraux ? De la même façon, existe-t-il une relation directe entre la manifestation d'Alger du 13 mai 1958 et la chute de la IV^e République ? N'existait-il pas des causes sociales et politiques plus profondes ?

Comment s'est formé le Comité de salut public d'Alger (CSPAS) en mai 1958 ? Sur quel programme et pour quels objectifs ? Pourquoi des milliers de musulmans ont fraternisé avec les Européens sur le Forum, le 16 mai 1958, participé aux CSP dans tout le pays et à toutes les élections au collège unique ? Le retour sur la scène politique de « l'homme du 18 juin » était-il une exigence du CSPAS ou à l'opposé ne s'agit-il pas de son instrumentalisation par le Général qui aurait organisé « un coup d'État démocratique » pour revenir aux affaires ?

En juin 1958, pendant son premier voyage en Algérie, l'armée et la population, européens et musulmans mélangés, ont plébiscité le général de Gaulle. Les conditions n'existaient-elles pas alors pour régler par une libre

consultation le problème algérien ? Pourquoi ce refus et l'emploi d'un double langage jusqu'au discours du 16 septembre 1959 ?

Quelles étaient les intentions profondes du Général ? Permettre au peuple algérien de choisir librement son destin ou ne s'agissait-il avec l'autodétermination que d'exercer une pression sur le GPRA pour qu'il accepte « la paix des braves » ? La mise en place d'une Conférence d'Aix-les-Bains n'aurait-elle pas évité la semaine des barricades ? Après la reprise en main de la situation, pourquoi avoir rejeté la proposition faite par les principaux chefs de l'ALN (affaire Si Salah) et la fraction bourgeoise du GPRA (Kaoura Mabrouk), d'accepter l'autodétermination ? Comment pouvait-on demander au général Challe de régler le problème militaire et de poursuivre la « pacification » et, dans le même temps, mener des négociations secrètes avec le GPRA ?

En s'avançant toujours masqué, pourquoi de Gaulle est-il passé de l'autodétermination à « l'Algérie algérienne » puis à « la République algérienne », créant une situation explosive en Algérie ? Pourquoi alors venir, en décembre 1960, en Algérie et organiser une coupure entre Européens et Musulmans ? Pourquoi avoir considéré que les manifestations de milliers d'Algériens derrière le drapeau vert du PPA rendaient inutile l'autodétermination puisque le peuple avait plébiscité le GPRA ? Pourquoi alors ne pas avoir capitulé immédiatement en cédant aux exigences du GPRA et prolonger la guerre ? Pourquoi quatorze mois plus tard, avoir signé les Accords d'Évian qui offraient l'Algérie au GPRA qui avait perdu la guerre ?

Faut-il toujours considérer le 19 mars 1962 comme la victoire de la paix, alors qu'il a consacré la pire des défaites : l'exode massif de toute une population et le sacrifice de milliers d'officiers et de soldats français et algériens, pour permettre à l'ennemi d'arriver sans combattre au pouvoir ?

Pour répondre à ces questions, nous avons centré notre sujet – la marche vers l'indépendance – sur la politique algérienne du général de Gaulle et les raisons qui l'ont amené à remplacer l'autodétermination par la négociation avec le seul GPRA dont il a accepté toutes ses conditions.

Pour ce travail, nous avons utilisé une documentation très abondante : les discours et messages du général de Gaulle, les archives du SHAT, les ouvrages des historiens, la presse et les revues, les dictionnaires, les témoignages des acteurs et des témoins, européens et algériens, ainsi que les ouvrages, études et documents du FLN et du MNA.

PREMIÈRE PARTIE

DE GAULLE PRÉSIDENT DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

CHAPITRE I

D'UNE RÉPUBLIQUE À L'AUTRE

Le 12 mars 1956, lorsque l'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux qui engagent la France dans une guerre coloniale¹, l'opinion est encore sous le choc.

La défaite de Diên Biên Phu, la perte de l'Indochine, et celles de la Tunisie et du Maroc en cours, ont engendré amertume et ressentiment, sans créer toutefois un élan pour la défense de l'Algérie française. Après le départ de Ferhat Abbas au Caire, le 22 avril, la politique néocoloniale menée en Algérie depuis 1953² s'effondre, contraignant Mendès France, son promoteur, à quitter le gouvernement Mollet.

En décembre, le PCF vote contre la politique algérienne du gouvernement, désavouée également par certains ministres (Gaston Deferre, François Mitterrand, Albert Gazier) et dirigeants socialistes (Édouard Depreux, Daniel Mayer, André Philip et Alain Savary). Pour éviter une scission, Guy Mollet choisit de se faire renverser le 21 mai 1957, sur une question financière obscure, et de désengager le parti du problème algérien³.

La crise ouverte au sein du principal parti de la majorité accélère la décomposition du régime. C'est ainsi que le ministère Bourguès-Maunoury, formé après trois semaines de tractations, est renversé deux mois et demi plus tard, sur un projet de loi-cadre, prévoyant des élections au collège unique dans plusieurs circonscriptions découpées en Algérie. Pendant la longue crise ministérielle qui suit, aucune des personnalités pressenties : Pleven, Pinay, Schuman, Mollet, ne parvient à réunir une majorité.

Résigné, le Parlement investit, le 6 novembre, le radical Félix Gaillard et vote la reconduction de la loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie et en France. Le 29 novembre, il adopte une loi-cadre édulcorée dont l'application ne devait intervenir qu'après le retour de la paix. Il propose aussi un plan de coopération économique France-Maghreb pour l'exploitation du Sahara et la création d'une Communauté de défense méditerranéenne. La crise politique était provisoirement réglée mais pas le problème algérien⁴.

La situation politique

• L'année 1957 en Algérie est « l'année du redressement ». L'armée a conscience qu'elle peut vaincre la rébellion, à condition que le gouvernement lui en laisse la possibilité.⁵ En effet, au début 1958, l'Armée de libération nationale (ALN) compte 20 000 hommes armés regroupés dans 126 katibas (compagnies) et 28 000 auxiliaires en Algérie. Elle comprend 5 000 combattants en Tunisie et 2 000 au Maroc⁶. La bataille d'Alger a été

gagnée par Massu, après la fuite du Comité de coordination et d'exécution (CCE) en Tunisie, l'arrestation et le démantèlement des groupes terroristes de Yacef Saadi et des réseaux d'Européens qui apportaient leur aide à la propagande, au renseignement et aux liaisons du FLN.

Par ailleurs, l'appareil militaire, largement réorganisé par Salan est plus performant, et tout le pays, divisé en zones, est quadrillé par des effectifs nombreux (400 000 soldats en 1956), l'implantation de 500 puis 700 SAS (sections administratives spécialisées)⁷ et le maintien de l'ordre par 30 000 harkis, tous Musulmans volontaires, en liaison avec les unités opérationnelles.

L'armée a remporté la bataille des frontières et la mise en place du double barrage de la ligne Morice⁸ a porté un coup terrible à l'ALN de l'intérieur, privée de renforts, des armes et des munitions qui arrivent en Tunisie et au Maroc⁹. En 1957, 38 000 « hors-la-loi » (HLL) ont été mis hors de combat, dont 6 000 prisonniers, soit le double de l'année précédente. Pour les cinq premiers mois de 1958, on compte 16 000 tués et près de 3 000 blessés.

Du côté français, on enregistre 700 tués et 1500 blessés ou disparus. Entre-temps, l'armée française qui avait reçu de larges pouvoirs civils pour lutter contre le terrorisme, adopte la doctrine de la « guerre révolutionnaire »¹⁰. Elle était désormais déterminée, au moins au niveau des colonels, à garder l'Algérie « française », quels que soient les intentions du gouvernement et les votes du Parlement.

• En France, la situation est différente et le fossé creusé pendant la guerre d'Indochine entre l'armée et la nation va s'élargir sur tous les plans.

Le coût des guerres coloniales

Depuis la libération, les nationalisations, l'aide fournie par le plan Marshall et la formation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui entre en vigueur en 1952, la France a changé. En 1953, le pays est reconstruit¹¹ et les années 1954 et 1955 s'inscrivent dans une phase générale d'essor affectant toutes les nations industrielles. L'inflation de 1951 a été maîtrisée (Plan Pinay), mais le coût de la guerre d'Indochine est plus lourd (1 600 milliards environ). Il a constitué un facteur d'inflation qui explique, en partie, la surchauffe de l'économie en 1956, de fortes hausses des prix et des salaires et une dévaluation manquée.

Dans ce contexte, les dépenses engagées pour la guerre d'Algérie ont entraîné de nouvelles mesures fiscales, des emprunts et des impôts nouveaux. Par ailleurs, le rappel des disponibles et l'envoi du contingent en Algérie ont entraîné une pénurie de main-d'œuvre, une tension sur le marché du travail et une forte hausse des salaires. Dès la fin 1957, on assiste à un déséquilibre de la balance commerciale, des manipulations de l'indice

officiel des prix, l'épuisement des réserves d'or et de devises, le ralentissement de la croissance et un endettement extérieur accru.¹²

La guerre a provoqué enfin une profonde crise morale au sein des Églises, de la jeunesse, des intellectuels, des syndicats enseignants, étudiants et ouvriers¹³. Une fraction de l'opinion publique, déjà ulcérée par différents scandales¹⁴, s'indigne des méthodes employées pendant la bataille d'Alger : interrogatoires par tortures et « disparition » de personnes arrêtées (affaire Audin). À la fin 1957, une majorité de la population recherche une solution politique au problème algérien, sans accepter cependant l'indépendance de l'Algérie dirigée par le FLN¹⁵. À l'opposé, on assiste à la défense tapageuse de l'Algérie française par le mouvement Poujade¹⁶ et celle d'une extrême droite « activiste », dont il ne faut pas exagérer l'importance¹⁷.

Le regroupement des partisans de l'Algérie française au sein de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française (USRAF)¹⁸ va déplacer le centre de la vie politique, de l'Assemblée nationale vers l'Algérie où des ministres, en accord avec certains chefs de l'armée imposent leurs vues à des gouvernements timorés. Il en est ainsi du détournement de l'avion des « chefs historiques » du FLN¹⁹ comme du bombardement par l'aviation du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef, où stationnait une base militaire du FLN. On relève 75 morts et plus de 80 blessés, dont de nombreux civils tunisiens.²⁰

Le président Bourguiba ayant saisi les Nations unies, le gouvernement français, soumis à une forte pression de Washington, accepte les « bons offices » anglo-américains²¹. Invitée à se prononcer sur la mission Murphy-Beeley qui proposait sa médiation entre la France et la Tunisie pour régler le problème algérien, l'Assemblée nationale renverse le ministre Gaillard, le 15 avril 1958.

Une nouvelle période d'instabilité s'ouvre, née une fois encore de la conjonction de la droite et du PCF, auxquels se sont joints les radicaux mendésistes et les républicains sociaux (gaullistes).

• Paris-Alger : la confrontation

La situation devient d'autant plus complexe que les principaux acteurs se trouvent à Alger et à Paris.

Le 20 avril, le président de la République René Coty présente le MRP Georges Bidault, mais il est mis en minorité dans son propre parti. Après l'échec du centriste René Plevin, la désignation du MRP Pierre Pflimlin précipite la confrontation avec Alger. Favorable à une solution négociée avec le FLN²², Pflimlin n'intègre pas dans son ministère des partisans de l'Algérie française et la SFIO lui refuse son soutien, pour dégager Lacoste de l'Algérie.

À Alger, la fièvre monte, on vit dans un climat de crise, alimenté par des rumeurs folles. Le 14 mars, Robert Lacoste avait dit à Alain de Sérigny, l'influent directeur de *l'Écho d'Alger*, qu'il craignait que la procédure des « bons offices » adoptés par Félix Gaillard, ne conduise à un « Diên Biên Phu diplomatique » et que « seul le Grand Charles » était l'homme capable maintenant de sauver l'Algérie.

En mai, plusieurs complots vont se former :

– Celui des gaullistes, animé à Paris par Michel Debré et Jacques Soustelle et à Alger, par « l'antenne » du ministère de la Défense Chaban Delmas : Léon Delbecq, assisté de Lucien Neuwirth ;

– Le complot activiste du Dr. Martin, Robert Martel, des débris des Ligues, du maurrassisme, de la Cagoule, des doriotistes et des pétainistes ;

– La masse des « Pieds Noirs », de condition modeste, dans la crainte d'un dégageant rapide laissant le champ libre au FLN. Ils ne suivent pas les mouvements activistes nés du contre terrorisme (Union Nord-Africaine), organisation de la Résistance de l'Algérie française (ORAF), les poujadistes qui suivent la position dure de la Fédération des maires, jusqu'à l'assassinat de son président Amédée Froger, en décembre 1956. Ils se reconnaissent surtout dans « le Comité d'action des Associations nationales d'Anciens Combattants », anciens de la guerre 14-18, de la France Libre, de l'Armée d'Afrique (800 000 environ) où Français et Musulmans se retrouvaient souvent, dans la fraternité ;

– Les colonels de l'action psychologique.

Le 26 avril, dans Alger, paralysée par une grève générale, les Européens manifestent contre toute « ingérence étrangère », « contre un gouvernement d'abandon et pour l'armée au pouvoir »²³.

Dans ce climat tendu, le général Salan, commandant en chef en Algérie, après le départ de Lacoste à Paris, adresse le 9 mai, au général Ély, chef d'état-major²⁴, un télégramme soulignant la gravité du malaise de l'armée²⁵ et son appréhension devant d'éventuelles négociations avec le FLN.

« L'armée en Algérie est troublée par le sentiment de sa responsabilité – à l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie française, comme le préambule de la loi-cadre le stipule – à l'égard de la population française de l'intérieur qui se sent abandonnée, et des Français Musulmans qui, chaque jour plus nombreux, ont redonné leur confiance à la France, confiants dans nos promesses réitérées de ne jamais les abandonner.

L'armée française, d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine national. On ne saurait préjuger de sa réaction de désespoir²⁶. »

Le 12 mai, Pierre Pflimlin forme son gouvernement. Il est composé de MRP, de radicaux et d'indépendants, sans socialistes, gaullistes ni partisans de l'Algérie française.

Attentifs à la situation politique à Paris, Salan et les chefs de l'armée connaissent, grâce au colonel Thomazo, chef des unités territoriales (UT)²⁷, l'existence des complots qui s'ourdissent à Alger. Ils savent que si les activistes Européens professent la haine du « système » et leur attachement à l'Algérie française, ils forment une coalition disparate, sans programme ni stratégie commune. Dans cette mouvance, seuls les gaullistes sont résolus à ramener de Gaulle au pouvoir²⁸.

Le 2 mars, Jacques Soustelle, avait déjà déclaré à l'Assemblée nationale qu'il fallait former un gouvernement de salut public et faire appel au chef de la France Libre. Michel Debré lui avait fait écho au Conseil de la République et dans *le Courrier de la colère*²⁹. Les « gaullistes d'opposition » vont suivre³⁰.

Dans les semaines qui précèdent le 13 mai, les chefs des différents mouvements activistes se réunissent pour analyser la situation et mener une action coordonnée ; ce groupe sera dénommé le « Comité des Sept ».

Le 15 avril, Delbecque fonde à Alger un

« Comité de vigilance » où se retrouvent toutes les tendances politiques modérées au parlement, les anciens résistants, l'USRAF, les étudiants, les lycéens, le mouvement universitaire, bref un éventail de toutes les opinions politiques que cimente seulement la commune volonté de sauver l'Algérie française. [...] Les véritables décisions se prennent dans des comités secrets, celui des « Sept » ou bien celui de Delbecque³¹ ».

Fin avril, Delbecque, qui s'est imposé dans le « Comité de vigilance » regroupant gaullistes et activistes Européens, se rend à Colombey pour informer le général de Gaulle de la situation qu'il estime très favorable. Encouragé à poursuivre son action, Delbecque va approcher la plupart des chefs de l'armée : les généraux Salan, Allard, Jouhaud, Massu et l'amiral Auboyneau, pour les assurer que le retour du général de Gaulle au pouvoir sera le garant de l'Algérie française³².

L'exécution par le FLN de trois soldats français faits prisonniers, le 9, crée une vive émotion à Alger. Le 10, le « Comité de vigilance » appelle à une grève générale et à une cérémonie de masse, sur le Forum pour le 13, jour du débat à l'Assemblée pour l'investiture de Pflimlin³³.

Inquiet, le général Salan envoie un télégramme au général Ély, chef d'état-major, où il exprime l'appréhension de l'armée devant d'éventuelles négociations avec les rebelles.

« Les seules clauses d'un cessez-le-feu ne peuvent être autres que celles-ci : la France invite les rebelles en Algérie à remettre leurs armes et leur garantit, avec

une large amnistie, le retour au sein de la communauté franco-musulmane renouvelée³⁴. »

Le 11 mai, Alain de Sérigny lance dans un éditorial de *l'Écho d'Alger* qu'il dirige, le premier appel des Algérois au général de Gaulle³⁵. Le retentissement en Algérie est immense³⁶. De son côté, le Comité de vigilance se déclare opposé à l'investiture du gouvernement Pflimlin, dont le projet suscite la colère³⁷.

Le 13 mai 1958

Ce jour-là, lorsque Pierre Pflimlin prononce son discours au Parlement, la grève est générale à Alger. À partir de 13 heures, des milliers d'Algérois se regroupent sur le plateau des Glières. Le Comité des « Sept » est en première ligne. À 18 h 15, après la cérémonie au monument aux morts, la manifestation qui se dirige vers le Gouvernement Général (GG) tourne à l'émeute. Entraînant la foule, Lagaillarde, président des étudiants d'Alger, force les barrages de CRS et se lance à l'assaut du GG, après que les paras de Godard et de Trinquier auront fait mine de s'y opposer. Les gaullistes sont pris de vitesse par les activistes, mais poussé par le général Petit et Léon Delbecque, le général Massu, accompagné des colonels Trinquier, Ducasse et Thomazo, annonce la formation d'un « Comité de salut public » (CSP) pour qu'en France soit formé un « gouvernement de Salut Public seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la métropole.³⁸ »

La hiérarchie militaire (les généraux Salan et son état-major, Jouhaud, Allard et l'amiral Auboyneau) ne « couvre » pas encore cette liaison entre l'armée et l'émeute³⁹, mais à 23 h 45, Massu vient lire au balcon du Gouvernement général un télégramme adressé au général de Gaulle, signé par lui au nom du CSP et approuvé par le général Salan :

« Nous faisons appel au général de Gaulle, seul capable de prendre la tête d'un gouvernement de salut public, au-dessus de tous les partis, pour assurer la pérennité de l'Algérie française, partie intégrante de la France⁴⁰. »

À Paris, le défi à la légalité provoque l'investiture de Pflimlin, qui élargit son gouvernement le 15 mai : Guy Mollet devient vice-président du Conseil, Jules Moch ministre de l'Intérieur et Albert Gazier ministre de l'information. L'appel au général de Gaulle est considéré comme un véritable putsch d'Algérie. En accord avec Pflimlin, Félix Gaillard prend des mesures de représailles. Le blocus de l'Algérie est décrété. Plus de téléphone, plus de télex sauf pour les télégrammes officiels. Interdiction aux avions de décoller pour Alger. Les navires reçoivent l'ordre de se dérouter. Enfin les pouvoirs du « factieux » Salan sont limités au Grand Alger⁴¹.

En Algérie, les Comités de salut public qui se multiplient dans tout le pays, sont officialisés le 15 mai par le général Salan qui, s'adressant à la

foule massée sur le Forum termine son allocution par un « Vive de Gaulle »⁴². Aussitôt, le général de Gaulle dont les réseaux se sont activés pour organiser son retour aux affaires, diffuse un communiqué qui marque sa disponibilité à prendre le pouvoir :

« La dégradation de l'État entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance. Depuis douze ans, la France aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans ce processus désastreux.

Naguère le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut.

Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République⁴³. »

Cette déclaration provoque un enthousiasme indescriptible en Algérie et un espoir chez les Musulmans⁴⁴.

Le Forum de la Fraternisation

Depuis le 14 mai où se tient un meeting permanent sur le Forum d'Alger, on lit au balcon une cascade de communiqués arrivant de tous les coins d'Algérie annonçant la création de comités de salut public où entrent de nombreux Musulmans. À Alger, le 16 mai, la radio transmet en direct la manifestation qui se prépare.

« En fin d'après midi, le bruit se répand dans Alger que les habitants de la Casbah se dirigent vers le GG. Leurs cortèges traversent la ville qui leur emboîte le pas et les accompagne au Forum. Ils marchent sans hâte, résolument sous une véritable ovation. On s'écarte pour leur laisser le passage. Ils traversent le Forum et viennent se ranger au premier plan des Européens. Après une courte attente, la voix d'un haut-parleur demande qu'on resserre les rangs car d'autres délégations arrivent de tous les quartiers Musulmans, avec leurs banderoles, leurs drapeaux, de plus en plus nombreuses, de plus en plus acclamées. Saïd Madani, Jouhaud, puis Massu prennent tour à tour la parole. La nuit tombe, déjà bleue et limpide lorsque, pris d'une inspiration subite, Arnould lance soudain son fameux appel : « Voulez-vous nous prouver votre union ? Nous vous donnons deux secondes pour cela. Dans la foule, formez des chaînes d'amitié en vous donnant la main. »

Des milliers et des milliers de mains se lèvent soudainement au-dessus des têtes. Une minute de silence plane sur ce panorama de mains fraternellement liées en gerbe⁴⁵ »

La manifestation des Musulmans de la Casbah (23 000 sur 60 000 personnes dénombrées) fut marquée par des manifestations de fraternité sur le Forum. Celle-ci fut organisée par les services de l'action psychologique⁴⁶, mais la plupart des autres, plus spontanées, dans les grandes villes d'Algérie, en Oranie comme dans le Constantinois et dans le bled, furent des fraternisations « réelles et sincères ».

Un aspect méconnu est la réaction des femmes musulmanes. Enfermées dans une condition régie par des lois coutumières archaïques, les femmes ont considéré la formation nationale des CSP comme le début de leur émancipation.

« Il y eut ces voiles lancés dans le feu sur le Forum, il y eut ces appels au balcon, mais il y eut aussi ces adhésions massives aux comités de solidarité féminine, sortes de clubs féminins, créés en mai 1958 dans les villes, les villages d'Algérie, dans le cadre de la fraternisation et où se retrouvaient les Européennes et le Musulmanes. Peut-être était-ce tardif, un peu naïf, parfois excessif dans la forme d'émancipation prêchée parfois aux Musulmanes. [...] Mais enfin, ç'avait le mérite des bonnes intentions, des élans de cœur.⁴⁷ »

Dans un rapport du 27 mai, adressé au général de Gaulle par son gendre, le colonel Alain de Boissieu on lit que :

« L'Algérie vit, en ce moment, une véritable révolution. Alger, Oran, Constantine, Bône, Mostaganem, Boufarik, Tizi-Ouzou ont connu leur nuit du 4 août, comme la métropole en 1789 ; elles ont été le siège de démonstrations patriotiques et fraternelles, comme l'Algérie n'en avait jamais connu de mémoire d'homme. Des Français de souche qui seraient descendus dans la rue, il y a un an, pour défendre le double collège, acclament aujourd'hui le collège unique ; d'autres, chefs de clans, opposés hier par des rivalités locales, siègent fraternellement unis au sein des CSP.

Quant aux Français Musulmans qui étaient restés fidèles à la France, ils se partageaient hier encore en deux catégories : ceux qui avaient pris parti et combattaient la rébellion avec nous, soit environ 20 % — ceux qui demeuraient dans l'expectative et qui attendaient anxieusement pour juger de notre détermination à rester en Algérie, soit 60 % environ. C'est sur cette dernière catégorie que les nouvelles d'Alger ont provoqué la plus forte impression. [...] La solution de l'intégration, qui semblait avoir perdu toute sa valeur, revient à la surface avec une poignante sincérité⁴⁸. »

D'une manière très large, tous les observateurs ont noté que l'adoption par le CSP du collège unique et la main tendue par les Européens qui cohabitaient largement avec les Musulmans dans les villes où ces derniers étaient devenus majoritaires et ont insisté sur la réalité des fraternisations. D'autant que l'armée qui avait investi les CSP s'était nettement démarquée, en mettant en application les thèses de la guerre révolutionnaire de « l'Algérie de papa ».

En bref, chacun accordait la plus large confiance au général de Gaulle pour ramener la paix et préparer un avenir commun entre les populations d'Algérie.

• De Gaulle prend le pouvoir

Le 15 mai, de Gaulle entre en scène, avec une brève déclaration :

« [...] Naguère, le pays dans ses profondeurs m'a fait confiance pour le conduire tout entier jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

Le 17 mai, la démission du général Ély, chef d'état-major général, consacre la rupture entre l'armée et le pouvoir légal⁴⁹. Le même jour Salan qui a reçu Jacques Soustelle, accueilli triomphalement à Alger⁵⁰, organise avec Pascal Arrighi, le ralliement de la Corse au CSP d'Alger⁵¹. Il prend aussi connaissance d'un plan rédigé par le général Massu et son état-major, intitulé « Résurrection », qu'il résume ainsi :

« – Il s'agit de déclencher en France un soulèvement populaire de façon à lier intimement le peuple et l'armée de France et d'Algérie. On évitera toute effusion de sang.

– Les moyens consistent en deux régiments de paras, les 1^{er} et 3^e RCP, partant d'Alger et un régiment de paras constitué à Pau, qui seront épaulés par des éléments venus de la région de Lyon. Les régiments d'Alger assureront les têtes de pont au Bourget et à Villacoublay.

– Cet ensemble sera placé sous le commandement du général Miquel. Sa mission sera d'occuper les différents points essentiels de Paris : l'Élysée, la Chambre des députés, la tour Eiffel et sa radio.

– Les hommes seront en tenue camouflée, toutes décorations pendantes.

– Le but est d'obtenir, par une manifestation de masse, la chute du gouvernement Pflimlin et la mise en place d'un gouvernement de salut public avec le général de Gaulle⁵². »

Prudent, Salan maintient l'opération « Résurrection » en réserve :

« Comme menace auprès du gouvernement qui en a eu quelques échos et prend facilement peur. Elle constitue un excellent argument de persuasion et j'en entretiens la crainte par « des indiscrétions dirigées ». Enfin, ne pouvant prévoir l'avenir et tout pouvant arriver, en particulier un mouvement communiste, je révisé mes intentions premières et charge le général Jouhaud, assisté par mon état-major, de préparer un ordre d'opération, toujours appelé « Résurrection », permettant une action sur Paris dans des conditions raisonnables⁵³. »

Le 19 mai, de Gaulle tient une conférence de presse. Il ne désavoue pas la rébellion d'Alger, critique le régime des partis et sans contester la légitimité du gouvernement, fixe les conditions de son retour au pouvoir. Il se présente comme un arbitre désintéressé, respectueux de la légalité et disponible. Il était pourtant déjà en liaison avec le général Salan qui l'informait de la situation.

Le 20, l'Assemblée renouvelle les pouvoirs spéciaux au gouvernement Pflimlin par 473 voix contre 93. Les communistes ont voté pour.

Le 24, c'est le coup de tonnerre du ralliement de la Corse au CSP d'Alger. La sédition vient de gagner un département métropolitain. La rupture entre Alger et Paris est maintenant consommée. À Matignon, c'est

l'effacement, car les CRS envoyés en renfort en Corse ont pactisé avec les paras.

Le 27 mai, le Général qui a rencontré secrètement Pierre Pflimlin, sans aboutir à un accord⁵⁴, publie un communiqué stupéfiant où s'adressant à l'armée, il déclare :

« J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain, capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays.

Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir.

Dans ces conditions, toute action de quelque côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver.

J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboyneau, le général Jouhaud⁵⁵. »

Dans la nuit du 27 au 28 mai, Pierre Pflimlin, qui a obtenu un vote de confiance de l'Assemblée, réunit son cabinet pour déterminer la conduite à suivre. Après un tour de table où les avis sont partagés, René Pleven dresse un constat accablant de l'impuissance du gouvernement :

« Messieurs, nous représentons indiscutablement le pouvoir légal. Nous sommes le gouvernement. Mais que gouvernons-nous ?

Voici le ministre de l'Algérie (Pleven désigne André Mutter, indépendant). Il ne peut mettre le pied en Algérie.

Voici le ministre du Sahara (il montre Édouard Corniglion-Molinier, RGR). Il ne peut aller au Sahara. Le ministre de la Défense nationale ? (Pierre de Chevigné, MRP). L'armée ne lui obéit plus. Le ministre de l'Intérieur ? (Jules Moch, SFIO) La police lui échappe. Quant au ministre de l'Information (Albert Gazier, SFIO), il ne peut que censurer. Moi-même, ministre des Affaires étrangères, j'ai préparé un accord avec la Tunisie. Je ne peux le signer. Nous prétendons détenir le pouvoir, mais ce pouvoir, nous ne l'avons pas⁵⁶. »

Démoralisé et réduit à l'impuissance, Pflimlin démissionne au petit matin du 28. Mais rien n'est encore réglé car le président de l'Assemblée nationale André Le Troquer, consulté par le président René Coty, reste intransigeant. Le même jour, les partis de gauche et les syndicats manifestent dans le calme de la Nation à la Bastille, derrière François Mitterrand, Pierre Mendès France, Édouard Daladier, Jacques Duclos, Édouard Depreux, André Philip pour « la défense de la République »⁵⁷. Simple baroud d'honneur, car ni la CGT ni le PCF n'ont appelé à la grève générale contre « le coup d'État fasciste »⁵⁸, car Guy Mollet s'est déjà rallié au Général.

« Guy Mollet a été pendant ces 21 jours de crise nationale le plus Français de tous les Français. Il était de toutes les opinions à la fois. Il menait toutes les actions en même temps. Il prit en secret l'initiative des premiers contacts avec le cabinet du général, après le 13 mai. Il comprenait les Français d'Algérie,

prêchait la fermeté contre les généraux rebelles, était en relation avec les collaborateurs de de Gaulle, organisait avec Jules Moch la défense républicaine. Il manœuvrait pour ouvrir la voie au général, tout en encourageant Pflimlin à se maintenir. Il cumulait tous les sentiments qui agitaient la nation française et l'honneur de sa vie fut d'être reçu à Colombey⁵⁹. »

Le 29 au matin, Salan reçoit du général de Gaulle le feu vert pour déclencher le plan Résurrection⁶⁰. Peu après le contrordre arrive, car dans un message aux deux assemblées, le président Coty annonce qu'il a décidé de faire appel « au plus illustre des Français »⁶¹. Salan qui connaît le désir du général de revenir au pouvoir en « arbitre, non en factieux », décommande alors l'opération⁶² qui avait toutefois connu un début d'exécution⁶³ :

C'est au sein de la SFIO que la partie va se décider. Le 31 mai, le Comité directeur de la SFIO et des groupes parlementaires, députés et sénateurs décide, par 77 voix contre 74, de voter l'investiture du général de Gaulle⁶⁴. Le jour même, le Général reçoit à l'hôtel La Pérouse les représentants des groupes parlementaires – à l'exception des communistes et des poujadistes – et il leur présente son programme.

Le 1^{er} juin, il forme un gouvernement de large union, sans les leaders de l'Algérie française : Bidault, Duchet, Morice et Soustelle. À l'issue d'un rapide débat, le Parlement accorde l'investiture par 329 voix (dont 42 socialistes, 24 radicaux) contre 224 (communistes, 49 socialistes, Depreux, Mendès France et Mitterrand).

Le 2 juin, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République attribuent au général de Gaulle les pleins pouvoirs pour six mois (le temps jugé nécessaire pour installer les nouvelles institutions) et à son gouvernement, une loi de pleins pouvoirs, pour rédiger une nouvelle constitution, devant être soumise ultérieurement à un référendum⁶⁵.

En résumé :

La prise du Gouvernement général par la foule à Alger ne fut pas une révolution populaire ou une entreprise de sécession ; elle signifiait au contraire la volonté passionnée des Européens d'Algérie de rester français. Vivant dans une atmosphère de guerre et de peur depuis deux ans, ils protestaient contre les gouvernements de Paris, décidés, sous la pression des États-Unis, du bloc communiste et des pays de la Ligue arabe, à rechercher un accord avec le FLN.

Loin d'être spontanée, cette révolte est l'aboutissement d'un complot préparé de longue date, visant à imposer à Paris un gouvernement de salut public⁶⁶. Dans cette entreprise, la population algéroise a certes joué un rôle important, mais le Comité des Sept qui les représentait largement a été

intégré et noyé dans le Comité de Salut Public dominé par les gaullistes et les chefs de l'armée (Massu, Salan). Ce fut donc une simple « masse de manœuvres » dans l'exécution⁶⁷.

En effet, dès la formation du Comité de vigilance, les gaullistes s'opposent aux organisations activistes européennes, dont l'objectif n'était pas le retour du Général au pouvoir, mais la formation d'un gouvernement parlementaire de droite⁶⁸, opposé à la politique de Pflimlin qui bradait l'Algérie française.

Au final, le Général a reçu le pouvoir du président René Coty, parce qu'il « est apparu comme le seul recours. Le 13 mai, il ne l'était pas : cinq ou six jours tard, il n'y avait pas d'autre voie⁶⁹. »

Le retour de de Gaulle au pouvoir est lié à l'insurrection du 13, mais elle est sous-tendue par l'action extralégale du plan « Résurrection » permettant au général de prendre le pouvoir par un « coup d'État démocratique ». Mais la désintégration rapide et sans combat d'un régime républicain, installé depuis une décade, s'explique par des causes plus profondes.

• L'effondrement de la IV^e République

Les causes sont plurielles : l'échec de la décolonisation, l'instabilité gouvernementale, le contexte international, la politique des organisations ouvrières, syndicats et partis politiques, la cohabitation impossible entre la concentration du capital et les structures archaïques de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat et enfin, le rôle personnel du général de Gaulle.

Précisons :

► Depuis sa fondation, aucun gouvernement ne fut capable de se dégager de la politique néo-impériale établie par le général de Gaulle à Brazzaville⁷⁰. L'échec de l'Union française, commencé avec la guerre d'Indochine, se poursuit avec la Tunisie et le Maroc et, à chaque fois, la prise ne sera lâchée qu'après une défaite militaire, politique ou diplomatique.

En novembre 1954, Mendès France pour qui « l'Algérie c'est la France », dissout le MTLD refondu à Hornu qui proposait une solution démocratique au problème algérien. Il exerce une répression massive contre ses militants et s'efforce d'écraser la rébellion. Dans le même temps, il soutient la politique d'intégration de Soustelle, qui cherchait à créer les conditions matérielles et sociales pour réaliser une large autonomie de l'Algérie dans le cadre de l'Union française.⁷¹ Cette politique qui prolongeait celle menée par le maire libéral Jacques Chevallier et les centralistes du MTLD, tendait à promouvoir la République algérienne de Ferhat Abbas, à laquelle s'était rallié Abane Ramdane.

Cette politique est remise en question après l'insurrection du 20 août 1955. Elle révélait que le MNA restait le parti du prolétariat et des couches

les plus opprimées et que l'ALN qu'elle avait impulsée échappait au contrôle d'Abane Ramdane.

La politique de Soustelle est enterrée le 12 mars 1956 avec le vote par l'Assemblée des pouvoirs spéciaux, pour trois raisons :

– le refus par les « Pieds-Noirs » d'une République algérienne, nouvelle version de « l'indépendance dans l'interdépendance » ;

– la crainte des gouvernements français qu'une défaite en Algérie n'ouvre une crise sociale et politique révolutionnaire en France ;

– l'enracinement de la rébellion, en particulier dans les Aurès et le Constantinois, où la quasi-totalité des cadres et militants étaient passés par l'école du PPA de Messali Hadj⁷².

La manifestation « fasciste » des Pieds Noirs du 6 février n'a fait que révéler l'impossibilité d'une solution bourguibiste en Algérie, parce que ce pays, à la différence des protectorats de Tunisie et du Maroc, ne possédait pas de structures étatiques et d'une bourgeoisie à qui l'on pouvait transmettre le pouvoir. En Algérie, la bourgeoisie musulmane (l'UDMA, les Centralistes) n'avaient pas de racines dans les couches profondes de la société, comme l'attestait leur incapacité à construire un parti analogue au Néo-Destour et à l'Istiqlal ; le seul parti investi par les masses était le PPA.

En fonction de ces données historiques, sociales et politiques, la guerre d'Algérie ne pouvait en aucune façon, permettre de déboucher sur la République algérienne fédérée à la France de Ferhat Abbas.

Le 12 mars 1956, l'Assemblée vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet, mais un an plus tard, malgré d'importants moyens, tout se délite en l'absence d'une solution démocratique, celle que proposait le MNA soutenu par la FEN et la gauche socialiste. Désormais une dualité de pouvoirs s'établit entre l'armée, soutenue par les Européens d'Algérie et le gouvernement socialiste, naviguant sans boussole, impuissant et désavoué par le pays.

Après la chute du ministère Mollet, le 21 mai 1957, le régime va s'effondrer un an plus tard. Désormais le problème algérien devenait une question internationale, dans un contexte marqué par la décolonisation, la formation du groupe afro-asiatique à l'ONU et la paix armée (la guerre froide) entre les États-Unis et le bloc communiste en Asie et en Europe.

► La guerre d'Algérie n'est pas seule en cause dans la chute d'un régime en crise permanente dont il faut dégager les caractères principaux :

Tout d'abord, le gouvernement d'Assemblée a généré une instabilité ministérielle chronique⁷³. C'est ensuite l'absence de programme chez tous les partis politiques : les radicaux, les démocrates chrétiens, les modérés, les ex-gaullistes, etc⁷⁴. C'est enfin le non-engagement des organisations

syndicales et politiques de gauche dans la bataille de la décolonisation.⁷⁵ Il en est ainsi de la CGT subordonnée au PCF qui défendra les intérêts de la classe ouvrière mais dans le cadre de l'intérêt général⁷⁶. De son côté, la Fédération de l'Education Nationale (FEN) qui regroupait la masse des syndiqués enseignants, luttera, sans y parvenir, pour créer un syndicat unitaire et démocratique⁷⁷. Quant au parti socialiste, personne ne saurait indiquer les rapports entre « la doctrine » socialiste et le marxisme dont il se réclamait parfois dans les Congrès⁷⁸.

► En dépit de ce gâchis, l'économie s'était fortement développée. La petite industrie, l'artisanat, la boutique subissaient pendant cette période la concurrence impitoyable des grandes entreprises – ce dont témoignait la poussée poujadiste. Une nouvelle société capitaliste imposait ses normes de travail, sa technologie, son mode d'organisation et de consommation.⁷⁹

« À la veille du 13 Mai, le divorce était donc profond entre le dynamisme du secteur le plus moderne de l'économie française et l'impuissance politique de l'État bourgeois. Par sa structure qui mettait le gouvernement à la merci du Parlement et le Parlement à la merci des partis et des groupes d'intérêt, cet État était incapable de frayer la voie au capitalisme moderne en prenant les mesures d'assainissement monétaire, fiscal, financier, social, colonial, qui s'imposaient. La multiplicité même des partis, cause immédiate de cette impuissance, ne faisait qu'exprimer sur le plan politique l'incohérence de la classe dominante : le petit patronat provincial vivant d'une exploitation techniquement et socialement archaïque cohabitait au sein de cette classe avec des équipes de directeurs et d'organisateurs dont la vision des problèmes économiques et sociaux était déjà celle du patronat américain. [...] La crise de Mai 1958 ne résultait donc pas d'un complot ; en elle c'était la crise tout entière du capitalisme français qui éclatait, et il s'avérait immédiatement qu'elle ne pouvait être résolue comme les « crises » de la Quatrième République⁸⁰. »

D'une manière générale, l'absence d'une mobilisation effective contre le général de Gaulle porté au pouvoir par l'armée a signifié que le régime de la IV^e République, totalement discrédité, ne méritait pas d'être défendu. Personne ne croyait que l'armée de Massu, Challe, Salan était celle de Franco et que la France était menacée par le fascisme, mais on estimait que la situation exigeait un arbitre, un *Bonaparte*, pour éviter la guerre civile, refonder les institutions et régler le problème algérien. Fin analyste, André Siegfried écrit :

« Le peuple ne s'est pas levé pour défendre le régime contesté. Dans son ensemble, il a, au contraire, manifesté une volonté de ne se prêter à aucune forme de guerre civile, ce qui signifie qu'il n'aurait accueilli avec conviction ni une offensive communiste ni davantage une intervention factieuse d'origine africaine. Il est à peu près sûr qu'il n'aurait pas marché pour la grève générale, mais, si des paras étaient tombés du ciel, ce n'est nullement un élan général

d'enthousiasme qui les aurait accueillis. Durant ces jours de crise si grave pour le destin national, la vie quotidienne continuait paradoxalement son cours, les week-ends habituels se poursuivaient et il ne semble même pas que les vacances de la Toussaint en eussent été affectées. [...] Mêlé à beaucoup de circonstances tragiques depuis deux générations, le Français d'aujourd'hui incline vers un certain scepticisme, car il a vu bien des choses et se sent un peu lassé d'émotions et d'épreuves. Ajoutons que cette démocratie tend à devenir conservatrice parce qu'elle a quelque chose à conserver : son auto, son scooter, son frigidaire, sa radio, ses loisirs. Les toutes dernières années ont été en France des années de prospérité : ce n'est pas avec cela qu'on provoque une révolution, mais de ce fait l'opinion est très disposée à beaucoup subir⁸¹. »

Serge Bernstein fournira une analyse peu différente :

« La mort de la IV^e République est donc, comme le soulignera Mendès France lors du débat d'investiture du 1^{er} juin, la conséquence des faiblesses du régime. Il reste qu'elle a été précipitée par l'émeute d'Alger et par le quasi-putsch militaire de l'opération « Résurrection » qui s'est greffé sur elle. [...] L'abdication de la IV^e République se produira assez tôt pour que le putsch militaire ait servi de simple moyen de pression, mais il s'en est fallu de fort peu que la V^e République naisse d'un coup de force militaire. En dernière analyse, de Gaulle réussit *in extremis* à parvenir au pouvoir comme le sauveur qu'il souhaitait être, épargnant aux Français une guerre civile menaçante. Ce sera du moins le mythe fondateur du régime qu'il s'apprête à créer, mythe accepté avec reconnaissance par l'opinion dans son immense majorité, sans illusion mais avec résignation par la classe politique, et rejeté par une minorité de défenseurs intransigeants de la tradition républicaine⁸². »

Notes

1. Les pouvoirs spéciaux suspendent en Algérie les libertés individuelles, telles que le droit de circuler sans autorisation et établissent un contrôle du commerce, en particulier des céréales (décret du 17 mars 1956).

2. Elle fut menée pendant la gestion de la ville d'Alger entre le maire Jacques Chevallier et Abderrahmane Kiouane, leader des Centralistes du MTLD qui avait remporté tous les sièges de conseillers aux élections municipales de la ville d'Alger. Le relais est pris, dans un autre contexte, par Abane Ramdane qui reconstitue sous sa direction le Front Algérien de 1951, mais en obtenant la dissolution du comité central du MTLD, des Élus, des Oulémas et de l'UDMA de Ferhat Abbas dont les membres se sont intégrés, à titre individuel, dans le FLN dont Abane s'est autoproclamé chef.

3. Quillot (Roger). « Les socialistes français et l'exercice du pouvoir », Fayard, 1969 (fondamental) ; Morin (Gilles). « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome », thèse de doctorat, Paris I, 1992 ; Lafont (François). « Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, Recherches sur les principes du molletisme », thèse de doctorat, Paris I, 1992.

4. Julliard (Jacques). « La IV^e République », Calmann-Lévy, 1968 ; Bernstein (Serge)-Milza (Pierre). « Histoire de la France au XX^e siècle, 1945-1958, Bruxelles, Complexe, 1991 ;

Guillaume (Sylvic). « La France contemporaine. La IV^e République. Chronologie commentée », Perrin, 1990.

5. Allard (Général). « L'armée rongé son frein », *Historia/Mag*, n°47, pp.1392-1397.

6. Faivre (Maurice). « Les archives inédites de la politique algérienne, 1958-1962 », L'Harmattan, 2000, p.25.

7. Le 15 août 1956, le ministre Lacoste confie la mission de pacification aux troupes de secteur, dirigées chacune par un colonel disposant du volume d'un régiment et aux Sections administratives spécialisées (SAS), installées par Soustelle en 1955. Les SAS étaient chargées de veiller sur le système de contrôle des populations du bled, sur les cartes de ravitaillement, les laissez-passer – et sur la répression. Les SAS étaient assistées d'une unité de supplétifs, le maghzen. Pour rallier les Musulmans à la France, les SAS ont créé des chantiers rémunérés, des logements, des routes, des écoles, l'assistance médicale gratuite. Nicolas d'Andoque. « Guerre et paix en Algérie, l'épopée silencieuse des SAS ». Société de production littéraire, 1077 ; Grégori Mathias. « Les sections administratives spécialisées en Algérie, entre idéal et réalités (1955-1962) », L'Harmattan, 1998 ; Noara Omouri. « Les sections administratives spécialisées et les sciences sociales » in Jauffret-Vaisse « Militaires et guérillas dans la guerre d'Algérie ». Complexe, 2001, pp.383-396.

8. Porteur de la Morandière (François). « Histoire de la guerre d'Algérie », Société de production littéraire, 1979 (Ch.4. La bataille des frontières). Documentation très complète avec cartes et tableaux, pp.191-232 ; Le Mire (Henri). « Histoire militaire de la guerre d'Algérie », A.Michel, 1995, (Ch.XII : La bataille des frontières).

9. L'arraisonnement du cargo yougoslave *Slovenija*, transportant, à destination de Casablanca cent cinquante tonnes d'armes et de munitions pour l'ALN, le *Juan-IIIueca* transportant des armes de fabrication tchèque et le *Swansee*, chargé d'armes provenant de l'Allemagne orientale. Salan, (Raoul). « Mémoires. La fin d'un empire. « Algérie française » 1^{er} novembre 1954 - 6 juin 1958 », Presses de la Cité, 1972, tome III, pp.252- 254 ; Masson (Philippe). « Mai 1958. L'ALN bat de l'aile », *Historia/Mag*, 16 octobre 1972.

10. Au point de départ, deux articles du colonel Lacheroy dans *Le Monde* d'août 1954 sur « la stratégie révolutionnaire », complétés par un article du général Chassin dans la *Revue militaire d'information* d'octobre 1954. Mais c'est en 1957, que la théorie devient politique quand Bourguès-Maunoury, ministre de la Défense nationale, signe une *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*. Elle sera reprise et développée en février 1957, dans un numéro spécial de la *Revue militaire d'information*, tiré à 48 000 exemplaires intitulé : « La guerre révolutionnaire. Données et aspects. Méthodes de raisonnement. Parade et ripostes, » avec une préface de Lacheroy. Les principes en sont simples. Le bloc communiste dirigé par Moscou et Pékin a entamé une troisième guerre mondiale contre l'Occident. Le Caire et le nationalisme algérien participent à ce conflit comme relais de transmission. L'armée mène donc en Algérie une guerre contre le FLN dont l'enjeu est l'existence de la nation française et la défense du monde libre. Delmas (Claude). « La guerre révolutionnaire », PUF, 1959 ; Trinquier (Roger, Colonel). « La guerre », A. Michel, 1980.

11. Depuis 1945, dans le gouvernement de Gaulle puis dans ceux de Felix Gouin, Bidault, Blum et Ramadier, la CGT et le PCF s'engagent sans réserve dans la bataille de la production et bloquent toutes les grèves jusqu'à l'exclusion des ministres communistes du gouvernement en 1947. Ajoutons que le minimum de la durée hebdomadaire du travail a été enregistré, avec 44 heures et demie, en janvier 1953. Dans le même temps, un important effort d'investissement s'est accompli sous la direction de l'État. Les nationalisations en 1944-1946 ont entraîné des réformes de structures dans des secteurs de base : l'énergie, la sidérurgie, les industries chimiques, les transports, le crédit. Asselain (Jean-Charles). « Histoire économique de la France ». Le Seuil/Histoire, 1984 (T.2. Les étapes du relèvement) ; Caron

(François). « Histoire économique de la France », A.Colin, 1981 (II.13. La politique de l'État depuis 1950).

12. Droz (Bernard)-Lever (Évelyne). « Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962 », Le Seuil, Points/Histoire, 1982 (aspects économiques, pp.142-145). C'est ainsi que pour le budget de 1956, on avait inscrit 200 milliards ; dès juin, on s'aperçut qu'il en faudrait 300. Le budget de 1957 fixe ses dépenses à 400 milliards.

13. Rioux (J.P)-Sirinelli (J.F) (Dir.). « La guerre d'Algérie et les intellectuels français ». Complexe, 1991.

14. L'affaire du trafic des piastres, en 1953 ; l'affaire des fuites en 1954 et en 1957, l'affaire du bazooka. Cet attentat monté contre le général Salan, commandant en chef en Algérie, a révélé les liens entre les groupes « contre terroristes » Européens et certains milieux militaires et politiques.

15. Rioux (Jean-Pierre). « La France de la quatrième république. T.2. L'expansion et l'impuissance, 1952-1958 », Le Seuil, Points/Histoire, 1983, pp.145-147. ; « L'opinion publique elle-même, cartésienne ou indignée, se doute que les jeux sont faits. En janvier 1958, il n'y a plus que 27% des Français qui pensent que l'Algérie sera encore française dans dix ans. » Marseille (Jacques). « Nouvelle Histoire de France », Tempus, 2002, p.372.

16. Hoffmann (Stanley). « Le mouvement Poujade », A. Colin, 1956 ; Borne (Dominique). « Petits-Bourgeois en révolte ? Le mouvement Poujade », Flammarion, 1977.

17. Rémond (René). « Les droites en France », Aubier-Montaigne, 1982 (le caractère pluriel des droites) ; Sirinelli (Jean-François, dir.). « Histoire des droites en France », Gallimard, 1992, 3 tomes : « Politique », « Culture », « Sensibilités ».

18. L'USRAF était animée par le gaulliste Jacques Soustelle, le MRP Georges Bidault, le CNIP indépendant Roger Duchet et le radical André Morice.

19. La décision ne fut pas prise par l'armée comme l'a dit le ministre Pincau, mais par Max Lejeune, secrétaire d'Etat à la guerre, soutenu par Robert Lacoste. Faivre (Maurice). « Archives », op.cit, p.30. De la même façon, Félix Gaillard qui avait admis le recours au droit de suite formulé par l'armée, n'a pas ordonné mais couvert le bombardement de Sakhiet.

20. Sur le contexte et le rôle de l'aviation : Jouhaud (Edmond). « Ce que je n'ai pas dit. Sakhiet, OAS, Évian ». Fayard, 1977.

21. Le 28 mars 1957, lors d'un entretien entre Alain de Sérigny, le sénateur Rogier et Robert Murphy, celui-ci n'a pas caché que la diplomatie américaine se préparait à internationaliser le problème algérien grâce aux « bons offices ». Échos d'Alger, op.cit, p.249. Sur les relations entre Bourguiba et l'ALN installée près de la frontière en Tunisie, l'affaire de Sakhiet Sidi Youssef et la mission des bons offices : Wall (Irwin M). « Les États-Unis et la guerre d'Algérie », Soleb, 2006, (Chapitre 4. Sakhiet Sidi Youssef et la mission de bons offices) ; Droz/Lever. « Histoire de la guerre d'Algérie », op.cit., pp.165-168.

22. Le 8 mai, Pflimlin avait déclaré au conseil général du Bas-Rhin : « Je suis de ceux qui pensent qu'il ne peut y avoir pour l'Algérie de solution véritable qui ne soit d'ordre politique. J'estime aussi qu'il faut saisir toute occasion d'engager des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu. Mais je suis convaincu qu'une telle initiative serait dangereuse si elle n'était pas fondée sur un rapport de forces qui nous soit indiscutablement favorable et si elle pouvait être interprétée comme un signe de faiblesse ou de découragement. »

23. La manifestation était organisée par le Comité de vigilance d'Alger, coordonnant l'action de 17 associations : gaullistes venus de France (Delbecq, Neuwirth) et activistes (colons et fermiers de Martel), étudiants de Lagailarde, anciens combattants d'Arnould, résistants de L'Hostis, poujadistes d' Ortiz. Allard (Général J). « Il était une fois le 13 mai », *Historia/Mag*, n°51, 2 oct.1972. À côté et en dehors des gaullistes le Comité des Sept se réunit régulièrement. Ce Comité a été créé en mars de la fusion de trois mouvements connus :

l'UFNA (Union des Français d'Afrique du Nord), l'AGEA (Association générale des étudiants d'Algérie) et l'UFF (Unité et Fraternité française, poujadistes). Sept hommes dirigent ce Comité : Pierre Lagailarde, Maurice Crépin, Maître Baille, Joseph Ortiz, Roger Goutailler, le docteur Lefebvre et Roger Martel. Marie Elbe. « Sept hommes et un serment ». *Historia/Mag*, n°49, pp.1460-1463.

24. À la charnière du militaire et du politique, le général Ely est en contact avec les principaux dirigeants politiques, les officiers placés à la Présidence de la République ou auprès du Premier ministre (de Beaufort, Petit, Nicot, Brancet, Mathon) et auprès des états-majors alliés. Il était partisan pour l'Algérie d'une solution large et libérale, et d'un statut fédéral. Ce n'est pas un homme de complots ou de putsch, mais devant la décomposition du régime, il estime qu'il faut maintenir à tout prix l'unité de l'armée. Parfaitement informé de la situation militaire et politique en Afrique du Nord et dans les pays arabes. Haute figure de l'armée, chef militaire respecté et considéré, son rôle sera très important en mai 1958. Paul Ely. « Mémoires, tome II - « Suez, le 13 mai », Plon, 1969 ; Faivre (Maurice). « Le général Paul Ely et la politique de défense (1956-1961). L'Algérie, l'OTAN, la Bombe ». *Économica*, 1998.

25. Girardet (Raoul). « La crise militaire française, 1945-1962 », A. Colin, 1964.

26. Salan (Raoul). « Mémoires, op.cit, pp.285-286 ; Rémond (René). « Le retour de de Gaulle », Complexe, 1983, p.61 ; Dumont (Marie). « Les unités territoriales », Jauffret-Vaisse, op.cit, pp.517-540.

27. Les Unités territoriales (UT) étaient des groupements armés de réservistes dont le colonel Thomazo, dit « Nez de cuir » avait fait une masse de manœuvre contre toute tentative d'abandon de l'Algérie française et pour l'instauration d'un État fort.

28. Depuis son voyage en Afrique noire et au Sahara, en mars 1957, le général est déterminé à revenir au pouvoir. Créte (Liliane). « Printemps 1957 : De Gaulle et les derricks », *Historia/Mag*, 17 avril 1972.

29. Le premier numéro du *Courrier de la Colère* paraît le 23 novembre 1957. Michel Debré a également publié en septembre un pamphlet virulent contre « Ces princes qui nous gouvernent », Plon, 1957.

30. Charlot (Jean). « Le gaullisme d'opposition, 1946-1958 » Fayard, 1983 (Ch.5. La traversée du désert).

31. Sérigny (A.de). « Échos d'Alger », op.cit, p.269 ; Paillat (Claude). « Dossier secret de l'Algérie, 1958-1961 », Le Livre contemporain, 1961, pp.57-58.

32. Bromberger (Serge et Merry). « Les 13 complots du 13 mai », Fayard, 1959 ; Trinquier (Roger). « Le coup d'État du 13 mai », L'esprit nouveau, 1962 ; Ferniot (Jean). « Les idées de mai », Plon, 1958 ; Sérigny (Alain de). « La révolution du 13 mai », Plon, 1958.

33. Le tract du Comité de vigilance distribué le 13 mai à Alger, in Gerin (Paul). « L'Algérie du 13 mai », Gallimard, 1958, (annexe 5).

34. Cité par Vincent (Gérard). « Les Français, 1945-1975 », Masson, 1977, p.100.

35. « Je vous en conjure, parlez, parlez vite mon Général, vos paroles seront une action » ; Ferniot, op.cit, p.226 ; Texte intégral dans *Dimanche matin* du 11 mai 1958.

36. « Si Alain de Sérigny, lui, le pétainiste passionné, a entrepris cette démarche, c'est qu'elle était indispensable, et les conséquences sont instantanées : même les plus conservateurs deviennent immédiatement des gaullistes, persuadés que ce mot ne peut être synonyme d'abandon, mais du maintien de la France dans sa souveraineté. » Le Goyet (Pierre). « La guerre d'Algérie », Perrin, 1989, p.142.

37. « La déclaration sur l'Algérie est « une invitation à la médiation du Maroc et de la Tunisie et une quasi reconnaissance du FLN. Il est question d'un effort militaire de quelques mois pour préparer et faciliter la négociation. C'est un tollé. Unanimement nous estimons que ce texte est inacceptable ». Général Allard, art.cit.

38. Le 13 mai, le général Ely qui a expédié à Alger, son chef d'état-major, le général Petit, pousse l'armée à faire appel au général de Gaulle. « L'action de celui-ci sera beaucoup plus décisive que celle de M. Debecque pour amener Salan à se prononcer le nom de l'ancien chef de la France libre ». Planchais (Jean). « Une histoire politique de l'armée. T.2. 1940-1967, Le Seuil, 1967, p.345 ; Massu (Jacques, général). « Le torrent et la digue : Alger, du 13 mai aux barricades », Plon, 1972, p.13.
39. Salan (Raoul). « Mémoires. T.III, 8^e Part, Ch.II. La journée et la nuit du 13 mai » ; Lambert (Pierre-Albert). « Le « mandarin » dans la tempête », *Historia/Magazine*, n°251, 9 oct.1972.
40. Massu, op.cit.p.52, note 1.
41. Attard (Francis). « On prit le GG comme on prit la Bastille », *Historia/Mag*, n°51, pp.1509-1519.
42. Ferniot (Jean). « De Gaulle et le 13 mai », Plon, 1965, (Ch.22. « Vive de Gaulle ») ; Salan, op.cit., pp.310-312. « En dernière analyse, ce sont les attermoissements et faiblesses gouvernementales, plus que les avis et pressions de son entourage qui l'ont conduit à ce spectaculaire ralliement, la veille encore imprévisible » Alleg (dir). « La guerre d'Algérie », Temps actuels, 1983, T.3, p.39.
43. Rémond (René), op.cit.p.77.
44. Massu, op.cit, pp.83-95.
45. Le Goyet, op.cit. (la fraternisation franco-musulmane du 16 mai, pp.154-156) ; Sérigny (Alain de). « Échos d'Alger. T.II. L'abandon », Presses de la cité, 1974, pp.288-289 ; Salan, op.cit., pp.328-329. « Sur le Forum, tous les soirs, cent mille personnes, Musulmans et Européens confondus sont rassemblés. Une bombe au milieu de la foule, une grenade, une voiture piégée, un coup de couteau et tout s'effondrerait. Et pendant vingt-trois jours, dans cette ville d'Alger où le couvre-feu vient d'être supprimé, dans cette ville qui a connu la terreur la plus violente qu'on ait pu enregistrer en Algérie, aucun incident, même mineur, ne se produira. » Jouhaud (Edmond). « Ce que je n'ai pas dit », Fayard, 1977, p.98. ; Curutchet (Jean-Marie). « Le 16 mai à Praxbourg ». Témoignage in Heduy (Philippe). « Algérie française », 1980, p.238 ; Même récit de Marie Elbe. « Le Forum de la fraternisation ». *Historia/Mag*, n°54, pp.1581-1588.
46. Pour Trinquier comme pour Godard, la clé de la guerre moderne est dans le terrorisme et le contre-terrorisme. Trinquier, op.cit.pp.142-145 ; « Et les paras ? Cette question ! », *Historia/Mag*, n°249, 2 oct.1972.
47. Soustelle (Jacques). « L'espérance trahie, 1958-1961 », Ed. de l'Alma, 1962, pp.37-39 ; Sur la fraternisation massive des deux communautés dans tout le pays et la participation de centaines de Musulmans dans les Comités de Salut public : Tripier (Philippe). « Autopsie de la guerre d'Algérie », Ed. France-Empire, 1972, pp.240-242. Marie Elbe. « De l'émancipation de la musulmane », *Historia/Mag*, n°74, pp.2153-62.
48. Cité dans Paillat (Claude). « Dossier secret de l'Algérie, 13 mai 58/28 avril 61 », Le livre contemporain, 1971, pp.106-107.
49. La participation de l'armée aux événements de mai est commentée par le général Ely dans : « L'armée dans la Nation », *Revue militaire d'information*, août-septembre 1958 ; Faivre (Maurice). « Le général Paul Ely et la politique de défense (1956-1961) », op.cit.
50. Bromberger (Serge et Merry), op.cité, (Ch.XVI. Soustelle arrive à Alger). Soustelle, chargé du BCRA (Services spéciaux de la France libre) à Londres dès 1940, directeur des services spéciaux à Alger en 1943-1944, ministre de l'information à la libération, puis ministre des Colonies, secrétaire général du Rassemblement du peuple français (RPF) est un fidèle du général de Gaulle.
51. Elbe (Marie). « La Corse franchit le Rubicon », *Historia/Mag*, 30 oct.1972.
52. Salan (Raoul). Mémoires, (op.cit. pp. 345-346).

53. Ibidem, pp.346-347. Le plan « Résurrection » « sera ébauché par Massu et son état-major après le 23 mai seulement, repris et complété – sur ordre de Salan – par Jouhaud, quelques jours plus tard ». Charlot, op.cit, p.345 ; Ferniot, op.cit. (Ch.28. L'opération Résurrection) ; Le plan Résurrection est publié dans Tournoux (Jean-Raymond). « Secrets d'État », UGE, 10/18, 1962, (Ch.XVIII, pp.311-319) et « Jamais dit », Plon, 1971 (Ch.II. Les quarante radio messages du destin entre Paris et Alger (Mai 1958) ; Lambert (Pierre Albert) « La mission Dulac ». *Historia/Mag*, 23 oct. 1972.
- Dans un livre/enquête: « Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique », Fayard, 1998, 755p, Christophe Nick fait une mise au point très convaincante sur le jeu de de Gaulle et des gaullistes dans l'avènement au pouvoir du Général. Publication en annexe du rapport « Résurrection », 48p.
54. Sur l'entretien entre Pflimlin et de Gaulle : Tournoux (Jean-Raymond). « Secrets d'État », op.cit, pp.286-289 ; Bromberger (S et M), op.cit, pp.370-372.
55. Rémond (René), op.cit.p.90.
56. Ferniot, op.cit, p.448 ; Bromberger (S et M). op.cit. (Ch.XXX. L'heure de vérité pour M. Pflimlin).
57. Alleg (Dir). La guerre d'Algérie, op.cit, p.46.
58. Seule la Fédération de l'Éducation nationale a appelé à la grève générale : « Dramatique, lugubre même, ce défilé républicain du même jour à 17 heures de la Nation à la République. Tous sont là, politiques et syndicalistes, étudiants et enseignants, peuple qui ne s'est guère mobilisé la veille aux appels de la CGT, imposant cortège d'enterrement comme on les aime à gauche. Ils conspuent les paras, assurent que « le fascisme ne passera pas » plus qu'ils n'invectivent de Gaulle. » Rioux (Jean-Pierre). « La France de la Quatrième République », 1952-1958, Le Seuil, Points/Histoire, 1983, p.158.
59. Bromberger (S et M), op.cit, p.10.
60. Parlant au général Dulac, émissaire de Salan, de Gaulle le charge de lui faire parvenir le message suivant : « Vous direz au général Salan que ce qu'il a fait et ce qu'il fera, c'est pour le bien de la France. » Ferniot, op.cit, p.452 ; Charlot, op.cit, p.358 ; Lacouture (Jean). « De Gaulle », Le Seuil, 1985, T.2. Le Politique, pp.480-481 ; Roussel (Eric). « De Gaulle, II. 1946-1970 », Perrin, (Tempus), 2006, pp.144-147 ; Salan, op.cit, p.352. Jouhaud fournit une chronologie sommaire mais très précise sur les objectifs et les préparatifs du plan « Résurrection », op.cit, p.99.
61. Le président Coty demande au général de Gaulle de « bien vouloir venir conférer avec le chef de l'État et d'examiner avec lui ce qui, dans le cadre de la légalité républicaine, est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national et ce qui pourra, à échéance plus ou moins proche, être fait ensuite pour une réforme profonde de nos institutions. » *L'Année politique* 1958, p.66.
62. Roussel, op.cit, p.147
63. Dulac (Léon). « Nos guerres perdues », Fayard, 1969, pp.87-94 ; Salan, op.cit, p.354 ; Miquel (André). « L'opération Résurrection », France-Empire, 1975 ; Rudelle (Odile). « Mai 58. De Gaulle et la République », Plon, 1988, (Ch.IV. Récifs et écueils) ; Jouhaud (Edmond). « Ce que je n'ai pas dit », Fayard, 1977, pp.99-110.
64. Chapsal (Jacques). « La vie politique sous la V^e République, II/ 1958-1974, PUF, 1987, p.39.
65. Chapsal, op.cit, pp.39-44 ; Denquin (Jean-Marie). « 1958. La genèse de la V^e République », Politique aujourd'hui, 1988, pp.178-187 ; Lefebvre (Denis). « Guy Mollet, le mal aimé », Plon, 1992, pp.341-342.
66. Dans « La révolution du 13 mai », Alain de Sérigny évoque les rencontres entre Soustelle, Roger Frey, Triboulet, Edmond Michelet et Michel Debré à Nice, le 15 mars 1958, preuve de la lointaine préparation de la chute du régime par les gaullistes. Cette position est soutenue

par Ferniot, Lacouture, Odille Rudelle et par Olivier Guichard. « Un chemin tranquille », Flammarion, 1975 et « Mon général », Grasset, 1980.

67. Depuis 1830, les Européens d'Algérie se sont toujours inclinés, devant les décisions de la métropole quand elles étaient fermement prises. Ils se sont révoltés le 13 mai 1958, parce que Paris avait cessé depuis deux ans, de commander, en transmettant à Massu puis à Salan, les pouvoirs civils et militaires en Algérie.

68. « Le gouvernement Bidault-Morice-Duchet-Soustelle aurait prolongé de quelques mois l'existence déjà fantomatique du régime. Mais il aurait imprimé à la politique algérienne un cours nouveau, et nous aurait rapprochés de la paix sans abandon. » Soustelle (Jacques). « L'espérance trahie », Ed. de l'Alma, 1962, p.16.

69. Duverger (Maurice). « La V^e République », PUF, 1968, p.4.

70. La Conférence de Brazzaville en janvier 1944 avait posé des principes nouveaux dans les relations France-colonies, mais elle restait opposée à l'indépendance ou même à l'autonomie des anciennes colonies. « Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire, la constitution éventuelle même lointaine, de *self government* dans les colonies est à écarter. »

71. Soustelle (Jacques). « Aimée et souffrante Algérie », Plon, 1956.

72. « Dans le Nord Constantinois, la quasi totalité des militants considéraient, lors de la crise du parti, que Messali était pour la révolution et le comité central contre. Tous les chefs de groupes, ainsi que tous les chefs de sections, tous étaient pour Messali. Seule la direction restait acquise au comité central. Et, quand je parle de cette région, il faut compter les militants par milliers. Et bien, malgré cela, nous n'avons jamais utilisé la force pour ramener à nous les messalistes. Pas un n'a été liquidé pour ses opinions. [...] En fait, c'est l'esprit nationaliste du PPA-MTLD qui prédominait, dans des conditions différentes certes, mais il s'agissait du même esprit. » Ben Tobbal « Mémoires », op.cité, p.102.

73. Leites (Nathan). « Du malaise politique en France », Plon, 1958, pp.12 sq. ; Gogucl (François). « Le régime politique français », Le Seuil, 1955 ; Siegfried (André). « De la IV^e à la V^e République, au jour le jour », Grasset, 1958, pp.261-265 ; Burdeau (Georges). « La conception du pouvoir selon la Constitution française du 4 octobre 1958, *Revue française de sciences politiques*, mars 1959, p.91.

74. Chapsal (J)-Lancelot (A). *La vie politique en France depuis 1940*, PUF, 1975 ; Duverger (Dir). « Partis politiques et classes sociales en France », A. Colin, 1955.

75. Lefranc (Georges). « Le mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1958 », Payot, 1969 ;

76. Mouriaux (F) « La CGT », Ed. du Seuil, 1982.

77. Cheramy (Robert). « La fédération de l'éducation nationale, 25 ans d'unité syndicale », Epi, 1974.

78. Quillot (Roger). « La SFIO et l'exercice du pouvoir (1944-1958), Fayard, 1972. En 1956-1957, on assiste à une renaissance du nationalisme.

79. Jeanneney (J.M). « Forces et faiblesses de l'économie française (1945-1959), Colin, 1959 ; Braudel (F)-Labrousse (E). « Histoire économique et sociale de la France.IV.1950-1980 », Quadrige, PUF, 1993 (III-Le second XX^e siècle. Vers quels horizons ?) .

80. Lyotard (Jean-François). « La guerre des Algériens. Écrits, 1956-1963 », Galilée, 1989, pp.167-168.

81. Siegfried (André). « Préface » à *l'Année politique*, 1958.

82. Bernstein (Serge). « Histoire du gaullisme », Perrin/Tcmpus, 2002, p.220.

